

Le petit club des 32 coordonnateurs français les plus en pointe

APPENDIX I

Pour animer des initiatives technologiques conjointes (JTI) ou des partenariats « public privé », (PPP), pour jouer un rôle moteur dans les alliances transnationales de recherche ou dans la programmation conjointe de la recherche publique, une masse critique d'excellents chercheurs est certes nécessaire. Mais il faut aussi disposer de capacités d'organisation et de pilotage qui puissent être mises au service de la coordination de projets.

Des Français qui maîtrisent la coordination de projet

Ces « capacités motrices », certains Français les possèdent déjà. En cette fin d'année 2009 (voir encadré, le contexte de l'analyse) et à l'issue de 147 appels, nous avons dénombré 792 entités multicoordinatrices européennes. Parmi elles, **32 organisations françaises coordonnent déjà au moins deux projets** du volet « Coopération » du 7^e programme-cadre. Sur 325 coordinations françaises, 202 sont assurées par ces 32 entités, autrement dit près des deux tiers sont entre leurs mains. Rappelons que le programme « Coopération » couvre l'ensemble des thématiques technologiques et scientifiques qui comptent pour l'avenir de l'Europe. Par comparaison, et en proportion du total européen, les Français coordonnent davantage qu'ils ne participent.

Contexte de l'analyse

Les derniers numéros de *La lettre européenne* faisaient état des projets évalués au 25 février 2009. La présente analyse va plus loin puisqu'elle se fonde sur les projets évalués et classés en liste principale (sélectionnés) au 15 octobre 2009. Ces résultats prennent en compte les 147 premiers appels à propositions du 7^e programme-cadre (2007, 2008 et une partie de 2009). Mais ils n'intègrent pas encore les projets des initiatives technologiques conjointes (JTI).

En outre, rappelons que les résultats présentés ici ne reflètent qu'une réalité très partielle dans la mesure où elle dépend des résultats des appels disponibles à la date du 15 octobre 2009. Chaque thématique du programme-cadre publie et évalue ses appels de propositions à son propre rythme.

Enfin, pour mener à bien cette étude sur le rôle des grands acteurs, l'ANRT a conduit, depuis le début du 6^e programme-cadre, un effort de normalisation des données, en particulier du nom des déposants.

Thales, champion européen

Premier coordonnateur français et second coordonnateur européen, derrière la société allemande **Fraunhofer**, mais devant le **VTT** finlandais (Valtteri Teknillinen Tutkimuskeskus), **Thales** se démarque des autres industriels en conservant un degré de forte implication dans le programme-cadre. Il bénéficie bien sûr de l'orientation de plus en plus technologique du programme « Coopération ». Mais à l'évidence, cela n'explique pas tout. Avec déjà plus de 1700 liens de partenariats établis depuis le lancement du 7^e programme-cadre et pour un budget communautaire cumulé de plus de 130 millions d'euros (hors JTI), cette entreprise française démontre une puissance opérationnelle sans équivalent en Europe. Seconde entreprise du classement ANRT des Français, Safran réussit à se hisser au 28^e rang européen et au 7^e rang français (hors Clean Sky). Elle est devancée par les grands organismes publics.

Une recherche publique à la pointe du dispositif

Comme dans nos précédentes analyses, les grands de la recherche publique tiennent une place prédominante. Le **CEA** (2^e), l'**Inserm** (3^e), l'**Inra** (4^e), et le **CNRS** (5^e) poursuivent la professionnalisation de leurs équipes, en particulier à travers leurs filiales de transfert. Chacun a compris que le transfert repose essentiellement sur la mise en œuvre de nouvelles formes de multipartenariat, dont le programme-cadre est un archétype, bien davantage que sur les activités strictement commerciales de concession de licence. Ce virage a été pris : tous sont dans le peloton de tête des 40 grands coordonnateurs européens. (voir tableau 2).

Tableau 1 : Part de la France dans le programme « Coopération »

	6 ^e PC	7 ^e PC Coopération		
	Thématiques	Mai 2008	Février 2009	Octobre 2009
Coordination	14,2%	11,8%	13,8%	12,1%
Participation	11,6%	10,2%	11,7%	10,0%
Financement	13,1%	11,6%	14,1%	11,6%

Le petit club des 32 coordonnateurs français les plus en pointe

>>> suite

Tableau 2 - Grands coordonnateurs français du programme « Coopération »

Rang	Nom de l'organisation	Nombre de coordinations	Budget coordonné
1	Thales France	30	131 474 904
2	Commissariat à l'énergie atomique (CEA)	26	114 968 679
3	Inserm & Inserm Transfert	19	105 978 245
4	Inra & Inra Transfert	18	81 861 204
5	Centre national de la recherche scientifique (CNRS)	14	68 669 643
6	Safran	10	67 025 881
7	Inria	7	16 974 368
8	Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM)	7	21 091 859
9	Institut Pasteur	5	11 949 152
10	Inrets & ERT	5	14 274 222
11	Cirad	5	10 285 946
12	Université Pierre et Marie-Curie	4	30 956 720
13	France Telecom	4	28 990 724
14	Armines	4	12 241 820
15	Sigma Orionis	4	2 086 193
16	Airbus France	3	84 049 892
17	Institut de recherche pour le développement (IRD)	3	9 476 348
18	Institut français du pétrole (IFP)	3	12 092 560
19	Thomson France	3	9 994 678
20	Ercim (GEIE)	3	1 580 956
21	Agence spatiale européenne (ESA)	3	61 522 120
22	Institut Telecom	2	7 428 915
23	Ifremer	2	5 919 527
24	Centre national d'études spatiales (CNES)	2	830 028
25	Renault - Regienov	2	7 184 686
26	Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB)	2	4 087 470
27	Union internationale des chemins de fer (UIC)	2	14 518 864
28	Cemagref	2	7 991 417
29	Laboratoire central des ponts et chaussées (LCPC)	2	2 994 768
30	Astrium France	2	9 729 138
31	Université Denis Diderot Paris 7	2	5 158 142
32	DCNS France	2	13 764 868
Total Coopération 32 grands coordonnateurs français 7 ^e PC		202	977 153 937
Total Coopération 7 ^e PC (2 685 projets)		2 685	10 005 250 008
Part 32 grands Français dans Total Coopération		7,5 %	9,8 %

Instituts de taille moyenne à forte spécialité : la montée en puissance

De la 7^e à la 12^e place du classement des coordonnateurs français, 6 acteurs très spécialisés affichent une belle détermination et une très forte présence dans les orientations européennes de leur secteur.

Inria, Inrets et Institut Pasteur pratiquent depuis longtemps et avec un certain succès les programmes communautaires. Cette nouvelle livraison de résultats confirme leur aptitude à prendre la tête d'un consortium et à en gérer les aspects administratifs, juridiques et financiers.

BRGM et Cirad, organisations plus discrètes mais habituées des palmarès européens ont su atteindre progressivement

un niveau de coordination très probant, gage d'une reconnaissance européenne de leurs compétences.

L'université Pierre et Marie Curie (Paris 6) a toujours su affirmer sa présence de première université française du programme-cadre. Dans le 7^e, elle semble bien partie pour gagner des parts de marché supplémentaires. Il faudrait cependant qu'elle double le nombre de ses projets et de ses coordinations pour atteindre le haut niveau européen et pour se comparer d'égal à égal avec, par exemple, **l'université technologique de Delft** (Pays-Bas) ou **l'ETH de Zurich** (Suisse). Le rattrapage des universités autonomes s'amorce cependant.

31^e, l'université Denis Diderot Paris 7 devance pour l'instant d'autres établissements de taille significative tels que **Paris Sud, Louis Pasteur / université de Strasbourg, Joseph Fourier / université de Grenoble ou Claude Bernard à Lyon.**

Les forces vives mobilisées par les enjeux européens

Une vingtaine d'autres organisations de toute catégorie parviennent à capter leadership et financement communautaire :

- les grandes entreprises françaises, **France Telecom** (13^e), **Airbus** (16^e), **Thomson** (19^e), **Renault** (25^e), **Astrium** (30^e) et Direction de la construction navale et des services (**DCNS**, 32^e) ;

- les établissements d'enseignement supérieur, **Institut Telecom** (22^e), le Laboratoire central des ponts et chaussées (**LCPC**, 29^e), **l'université Denis Diderot Paris 7** déjà citée (31^e) ;

- les instituts de recherche publique, **IRD** (17^e), **IFP** (18^e), **Ifremer** (23^e), **CNES** (24^e), **CSTB** (26^e), **Cemagref** (28^e).

Enfin **Armines** (société de recherche sous contrat), **ERCIM** (GEIE de la recherche informatique) et **Sigma Orionis** complètent ce paysage.

Le petit club des 32 coordonnateurs français les plus en pointe

»»» suite

UIC et ESA : 2 cas particuliers internationaux

Installées sur le territoire français, et donc parties prenantes significatives des résultats de la France, l'Union internationale des chemins de fer (UIC) et l'Agence spatiale européenne (ESA) coordonnent respectivement 2 et 3 projets. Pour cette dernière, il faut signaler le cas particulier de l'accès aux données GMES (Global monitoring environment system), projet « ad hoc » qui représente à lui seul un budget de mise en œuvre de 48 millions d'euros.

Etre présent à hauteur de 7 à 11 % du financement CE

Tenir les rênes ou jouer un rôle significatif dans un projet, demande un engagement en termes de temps passé et d'effort financier propre. Trois années de 7^e programme-cadre permettent d'observer les grandes tendances. Les grands coordonnateurs français perçoivent de 7 à 11 % de la contribution communautaire des projets auxquels ils participent (voir tableau 3 et graphique ci-contre).

Tableau 3 - Part moyenne du financement qui revient aux grands coordonnateurs

Rang	Organisation	%
1	Astrium	11,2 %
2	CEA	11,1 %
3	BRGM	10,7 %
4	Cirad	10,5 %
5	Inra	10,5 %
6	Thomson	9,7 %
7	Université Paris 7	9,5 %
8	IRD	9,4 %
9	DCNS	9,2 %
10	Inria	9,0 %

Le palmarès présenté ici mêle quelques valeurs sûres de la recherche française telles que le CEA, le Cirad, l'Inra ou l'Inria. Mais il fait aussi la part belle à de plus petites organisations telles que Astrium, le BRGM, l'université Denis Diderot - Paris 7 ou l'IRD.

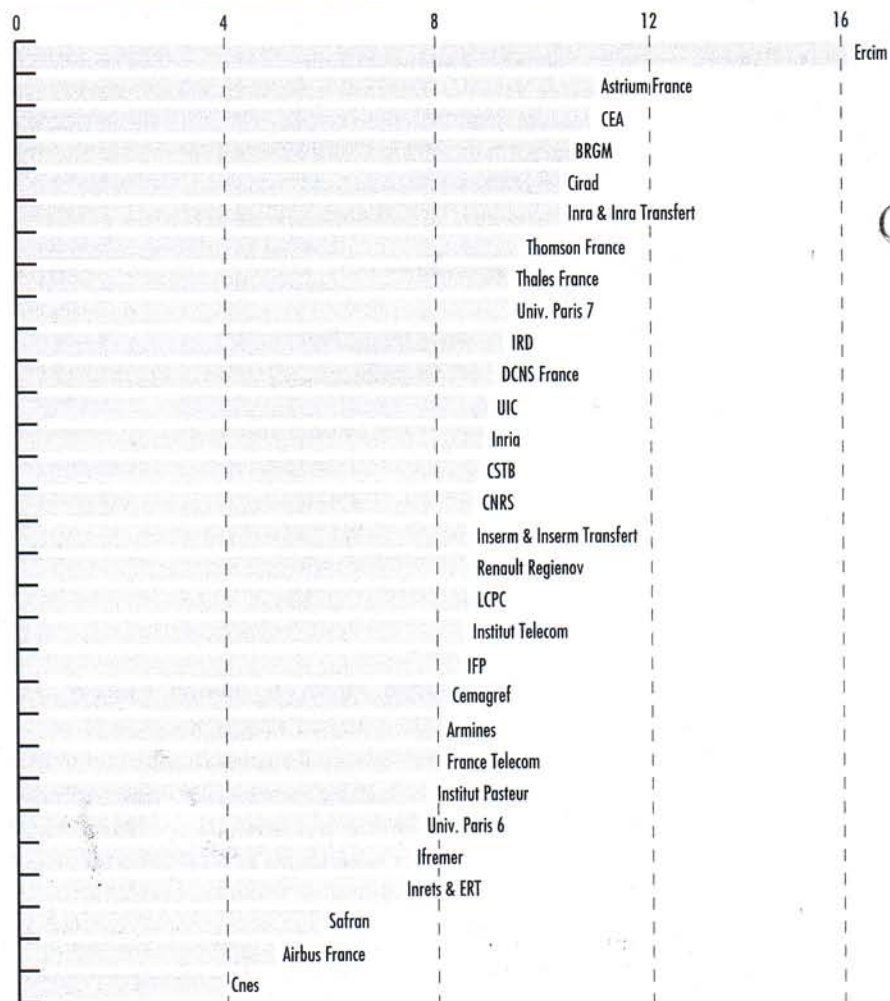
« Qualité reconnue par les pairs »

La négociation « politique » des équilibres budgétaires au sein des consortiums mesure la reconnaissance mutuelle entre les chercheurs et la qualité

du soutien juridico-financier fourni par leur organisation. Cet indicateur de « reconnaissance par les pairs » met en lumière non seulement le travail de fond que réalisent les organisations partenaires des projets mais aussi la notoriété internationale qu'elles ont acquise dans leur domaine.

Naturellement, le raisonnement ne s'applique pas à Ercim ou à l'UIC qui sont des organisations fédératrices créées entre pairs pour assurer la coordination respectivement dans les domaines informatique et ferroviaire.

Parts moyennes des financements des projets prises par les grands coordonnateurs



Le petit club des 32 coordonnateurs français les plus en pointe

»»» suite et fin

Pilotes français

Les grandes organisations françaises ont choisi, avant la plupart des autres, de s'adapter à la complexité d'une recherche opérative « transfrontière ». Les règles financières et les audits mandatés par la Commission européenne ont certainement joué un rôle d'aiguillon. Mais le résultat est là : dans les 15 premiers coordonnateurs européens, il y a 6 Français, deux Belges et deux Allemands. Les autres pays poussent leur champion national mais il n'y a alors qu'un Finlandais, un Italien, un Néerlandais, un Norvégien, un Suédois.

Au-delà de cette quinzaine d'excellents résultats et malgré les progrès très récents des universités françaises, l'écart avec les organisations européennes reste encore défavorable aux Français. Les pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) qui regroupent plusieurs universités ou écoles au sein d'établissements publics de coopération scientifique pourraient faciliter ce rattrapage en mutualisant une masse critique de personnel de soutien.

19 grands gestionnaires français de l'argent communautaire

Si le nombre de coordinations est un indicateur de réussite, le budget est un révélateur de puissance. Le pouvoir du coordonnateur s'exprime dans la fonction de banquier du consortium. Les grands coordonnateurs multiprojets supervisent l'activité des réseaux européens de recherche partenariale à travers la mise en œuvre du budget du projet. C'est particulièrement cohérent lorsqu'ils utilisent le modèle d'accord de consortium DESCA, car il prévoit une planification financière qui libère les paiements à mesure que les résultats sont délivrés.

Tableau 4 - Les 19 Français qui gèrent plus de 10 millions d'euros (au 15 octobre 2009)

Rang	Organisation	Budget coordonné
1	Thales France	131 474 904
2	Commissariat à l'énergie atomique (CEA)	114 968 679
3	Inserm & Inserm Transfert	105 978 245
4	Airbus France	84 049 892
5	Inra & Inra Transfert	81 861 204
6	Centre national de la recherche française (CNRS)	68 669 643
7	Safran	67 025 881
8	Agence spatiale européenne (ESA)	61 522 120
9	Université Pierre et Marie Curie Paris 6	30 956 720
10	France Telecom	28 990 724
11	Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM)	21 091 859
12	Inria	16 974 368
13	Union internationale des chemins de fer (UIC)	14 518 864
14	Inrets & ERT	14 274 222
15	DCNS France	13 764 868
16	Armines	12 241 820
17	Institut français du pétrole (IFP)	12 092 560
18	Institut Pasteur	11 949 152
19	Cirad	10 285 946

Ce pouvoir de supervision est d'autant plus grand qu'en règle générale, les organisations coordonnatrices gèrent davantage d'argent qu'elles n'en reçoivent pour elles-mêmes, qu'elles soient coordonnatrices ou simples participantes. Le tableau ci-dessous montre que dans la durée d'un programme-cadre, une même organisation va gérer un budget communautaire de plusieurs centaines de millions d'euros. Elle assume ainsi une fonction d'agence déléguée, hélas non reconnue par la réglementation.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. À ce stade, la société Fraunhofer, premier coordonnateur européen, gère plus de 200 millions d'euros dans le programme « Coopération ».

En France, 19 organisations gèrent déjà respectivement plus de 10 millions d'euros. Seuls le CNRS, l'Inria et l'Institut Pasteur perçoivent davantage de financement qu'ils ne gèrent de crédits. Pour l'Inria, ce résultat n'est qu'apparent, car certains projets sont coordonnés via la structure ad hoc « Ercim », non prise en compte ici. Son rôle de coordonnateur réel est donc supérieur à celui affiché dans les chiffres par organisation.

Pour en savoir plus, contactez :

Alain Quévreux, ANRT-Europe

tél : 01 55 35 25 70

courriel : europe@anrt-europe.com